

# ARTICLES      JUIN 2010

## Environnement

### L'état de l'environnement en France reste préoccupant

LE MONDE | 05.06.10 |

L'état de l'environnement s'améliore en France sur certains points, mais le bilan global reste préoccupant. L'édition 2010 du rapport élaboré tous les quatre ans par les statisticiens du ministère de l'écologie, mise en ligne vendredi 4 juin, ne fait que 130 pages (contre 500). Elle fourmille de données, et dresse le panorama le plus complet et le plus à jour de l'état des milieux naturels et des sources de pollution.

Certaines évolutions sont positives. La qualité de l'air dans les villes s'améliore globalement, principalement grâce aux progrès technologiques des véhicules. Les émissions de gaz à effet de serre sont également en baisse, même si le secteur des transports, principal émetteur, reste en croissance (+19 % depuis 1990). L'effet du bonus-malus sur la baisse des émissions des véhicules neufs est sensible, mais il faudra plusieurs années pour que le parc entier soit renouvelé. Et le transport routier continue de croître. En outre, les importations françaises généreraient l'émission de 465 millions de tonnes équivalent CO<sub>2</sub> par an, contre 265 millions pour les exportations. Le solde d'environ 200 millions augmente de près de 38 % les émissions intérieures.

Autre tendance assez favorable, la stabilisation des taux de nitrates dans les eaux superficielles. *"Les engrais sont toujours apportés en excès, mais cet excès diminue"*, observe Robin Degron, co-rédacteur du rapport. En revanche la contamination par les pesticides se poursuit, certaines nouvelles molécules (glyphosate) remplaçant des substances interdites (atrazine).

La stabilité et la relative modestie de la consommation de matières premières par habitant, autour de 14 tonnes par an, sont un autre point positif. Mais il doit aussi être relativisé : les statisticiens évaluent à 27 tonnes par Français et par an les matières premières consommées ailleurs dans le monde, par le biais d'importations. La production d'énergie renouvelable augmente, même si elle est très variable d'une région à l'autre.

Côté négatif, des tendances préoccupantes perdurent. La pollution des sols (plomb, cuivre) et celle des eaux souterraines (nitrates, pesticides) s'aggravent. La biodiversité est en crise, malgré l'accroissement des surfaces protégées par des réserves ou des zones Natura 2 000. Les populations d'oiseaux ont ainsi chuté de 20 % en vingt ans dans les milieux agricoles, et de 10 % dans les milieux forestiers.

## ETALEMENT URBAIN

L'une des principales causes de cette dégradation est l'extension continue du tissu urbain et des infrastructures. L'étalement urbain mal maîtrisé est particulièrement problématique dans les zones à risque, comme le littoral, ou les zones inondables (+8 % de logements de 1999 à 2006).

Alors que l'industrie a beaucoup réduit son impact sur l'environnement, sous la pression des pouvoirs publics, et que l'agriculture commence à faire de même, la consommation des ménages pèse davantage. Les pratiques - recours majoritaires à la voiture, demande de biens livrés rapidement (donc par la route), aspiration à la maison individuelle, multiplication des voyages - sont *"en décalage"* avec le souci de protection de l'environnement exprimé. Les

séjours à l'étranger ont augmenté de 25 % entre 2000 et 2007, avec une forte croissance des courtes durées.

Or la fiscalité écologique, instrument d'orientation de la consommation, reste modérée. Les recettes fiscales environnementales se sont élevées à 41,4 milliards d'euros en 2007, soit 2,2 % du PIB, et 4,9 % des prélèvements obligatoires. La France se situe légèrement en retrait de la moyenne européenne, et loin derrière le Danemark ou les Pays-Bas.

L'abandon de la taxe carbone ne permettra pas d'infléchir la tendance à court terme. Quant aux autres mesures du Grenelle de l'environnement, leur impact n'est pas encore mesurable, la plupart des séries statistiques exploitées s'arrêtant en 2008. *"Ce document fait à l'aube de la mise en oeuvre du Grenelle servira de point de référence pour les évaluations à venir"*, estime M. Degron.

---

Sur le Web Le rapport : [www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/](http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/)

**Gaëlle Dupont**

---

## MONDE

### Les effets de la crise sur la scolarisation des enfants

LEMONDE.FR | 04.06.10 |

Quand l'économie mondiale est en crise, l'éducation est "en sursis". Le diagnostic, peu optimiste, est signé de l'ONG française Aide et action, présente dans 22 pays, qui, dans un rapport publié à la fin mai et intitulé "[Education, les cours chutent !](#)", évalue les dégâts des crises – économique et alimentaire – sur la scolarisation des enfants.

Ces données, recueillies à travers des enquêtes menées entre décembre 2009 et janvier 2010 dans huit pays (Inde, Madagascar, Togo, Mali, Sénégal, Bénin, Niger et Burkina Faso), auxquelles Aide et action a ajouté les faits compilés dans le rapport Education pour tous de l'Unesco, paru en janvier dernier, montrent les risques énormes de déscolarisation dans les familles, un risque multiplié par deux pour les 20% les plus pauvres.

Alors qu'il reste encore 72 millions d'enfants non scolarisés dans le monde dont la moitié vivent en Afrique subsaharienne, les progrès engrangés année après année depuis la mise en place des objectifs du Millénaire – huit objectifs que les Etats membres de l'ONU ont convenu d'atteindre d'ici à 2015, dont celui d'*"offrir à tous les enfants un enseignement primaire gratuit et de qualité"* – sont lourdement menacés sous le triple effet de la baisse des aides au développement, des transferts financiers et du ralentissement des échanges commerciaux.

Ces vagues de déscolarisation sont par exemple à l'œuvre au Bangladesh, où la hausse de la nourriture en 2007 et en 2008 *"a forcé la moitié des ménages pauvres à retirer leurs enfants de l'école, afin de réduire les dépenses"*. Car l'école, dans la plupart des pays pauvres, même si elle est officiellement gratuite, suppose des frais importants, comme ceux liés aux fournitures et aux uniformes. Au Togo, *"les trois quarts des parents dépendent au moins un tiers de leurs revenus pour les frais liés à l'éducation"*, et ce malgré l'instauration de la gratuité depuis la rentrée 2008.

### VENDEUR DE MOUCHOIRS EN PAPIER

Quand l'argent manque, le travail des enfants redevient vital pour les familles. Au Burkina, l'ONG note une augmentation de la "débrouillardise", en particulier pour les jeunes qui étaient

scolarisés dans l'enseignement secondaire. Ils sont déscolarisés pour exercer de petits métiers comme apprenti mécanicien, soudeur ou vendeur de mouchoirs en papier, complétant ainsi un revenu familial singulièrement écorné par le chômage qui s'est envolé à la faveur de la crise.

Comme l'indiquait l'Organisation internationale du travail dans son rapport 2009, 20 millions d'emplois ont été perdus depuis le début de la crise, le nombre de chômeurs passant de 190 à 210 millions. Parallèlement, le nombre de travailleurs pauvres – ceux dont le revenu est inférieur à deux dollars – pourrait atteindre 1,4 milliard, dont 60 % de femmes.

Sans aller jusqu'au tout ou rien, nombre d'enfants, comme le montre les enquêtes menées dans les Etats du Tamil Nadu et de l'Andhra Pradesh en Inde, où *"40 % des parents mentionnent le travail ponctuel de leurs enfants dans l'agriculture, 55 % d'entre eux déclarent que cet apport est essentiel pour subvenir aux besoins de la famille"* tandis que *"24 % expliquent ne pas avoir assez d'argent pour payer les frais de scolarité"*. Souvent, ces familles "choisissent" de faire travailler un enfant pour permettre aux autres de continuer leur scolarité. Ces "stratégies" mises en place par les familles jouent en défaveur des filles, qui représentent 54 % des enfants non scolarisés.

Quand la crise sévit, elle ne dérobe pas seulement l'emploi, ne réduit pas seulement les moyens de subsistance. Elle provoque aussi un effet sur les esprits : celui de réduire à néant les espoirs que fondent les parents sur les études. Pourquoi s'acharner à scolariser ses enfants quand *"les retours attendus en termes de travail et de revenus s'amoindrissent"*? Les témoignages recueillis en Afrique de l'Ouest par Aide et action vont bien souvent dans le sens de celui d'un père de famille burkinabé : *"Imaginez-vous un chef de famille qui se débrouille, qui a plusieurs enfants à l'école, et dont les premiers n'ont pas glané un seul Franc... Pensez-vous qu'au rythme actuel de la vie, où tout est cher, il aura les moyens pour inscrire celui qui se laisse renvoyer ? Je pense que ce monde est fait pour les riches. Gardez votre école et laissez nous notre rue pour nous débrouiller."*

## Brigitte Perucca

---

### Clefs

**72 millions d'enfants** ne sont pas scolarisés dans le monde, dont 50 % habitent en Afrique subsaharienne et 54 % sont des filles

**2,5 milliards de dollars**, c'est le montant alloué par la Banque mondiale à l'aide multilatérale à l'éducation, contre 4,3 en 2007

**Un tiers** de la population des pays en développement a moins de 15 ans

Il manquera **2,3 millions d'enseignants** en Afrique subsaharienne d'ici 2015 pour satisfaire aux objectifs du Millénaire

---

## MEDECINE

### L'autisme, un syndrome aux origines génétiques complexes

LE MONDE | 11.06.10 |

Des études portant sur la composante génétique de l'autisme se multiplient et dessinent un tableau toujours plus complexe de ce syndrome, qui touche plus d'une personne sur cent.

Les derniers travaux en date, publiés jeudi 10 juin dans la revue *Nature*, émanent d'un consortium international de près de 200 chercheurs appartenant à plus de 60 institutions de onze pays. Ils ont porté sur 996 personnes d'ascendance européenne diagnostiquées comme autistes, dont le patrimoine génétique a été comparé à celui de 1 287 individus ne présentant pas ces troubles.

Cette comparaison a été établie à l'aide de puces à ADN capables de tester en parallèle un million de sites géniques pour chaque individu. Elle a mis en évidence des remaniements de fragments d'ADN, appelés "variations du nombre de copies" (CNVs) en plus grand nombre chez les personnes atteintes d'autisme que dans la population générale.

Parmi ces CNVs, certaines étaient héritées des parents, mais d'autres semblent être apparues spontanément dans le génome des autistes testés. Beaucoup mettaient en jeu des gènes déjà identifiés comme pouvant jouer un rôle dans l'autisme ou des désordres intellectuels apparentés.

*"Ces résultats étayent nos études précédentes montrant l'implication de gènes jouant un rôle dans le transfert de l'influx nerveux à travers le fonctionnement des synapses, zones de contact entre les neurones",* indique Thomas Bourgeron (Paris-VII-Pasteur), cosignataire de l'étude.

Son équipe a été la première à montrer, en 2003, le rôle de mutations de gènes du chromosome X affectant les neuroligines, des protéines en jeu dans la formation des synapses. En 2007, elle a identifié un autre gène, SHANK3.

La dimension génétique de l'autisme, longtemps niée par une partie du monde psychiatrique, ne fait aujourd'hui plus de doute. Elle était suspectée de longue date, à la suite d'études montrant que chez les jumeaux, quand l'un est autiste, l'autre a plus de chance de l'être s'il s'agit de vrais jumeaux plutôt que de faux. *"Nous n'avons disposé des outils moléculaires pour caractériser ce lien génétique que dans les années 1990",* note Marion Leboyer (Inserm-AP-HP-université Paris-XII), cosignataire de l'article de *Nature*.

La chercheuse a été pionnière dans ce domaine en mettant sur pied une cohorte de patients dite "Paris" qui s'est élargie au niveau européen puis international. *"L'objectif de tels consortiums est d'avoir une plus grande puissance statistique pour mettre en évidence la composante génétique de troubles qui présentent un spectre très large",* souligne Thomas Bourgeron. En effet, seule une petite proportion des personnes diagnostiquées comme autistes le doivent à l'anomalie d'un seul gène. La grande majorité des cas dépend de combinaisons variables de mutations.

Leur caractérisation pourrait conduire au développement d'outils de diagnostic. Et ouvrir des pistes thérapeutiques. *"En 2008, nous avons identifié une mutation dans le gène codant pour la mélatonine, impliquée dans le cycle veille-sommeil, indique Thomas Bourgeron. Cela a permis d'améliorer le sommeil des enfants autistes."*

Des approches non génétiques sont aussi explorées, comme l'administration intranasale d'ocytocine, hormone de l'attachement qui améliore les capacités d'interaction sociale de certains patients.

Le généticien met lui-même en garde contre un basculement vers le tout-génétique dans la prise en charge de ces troubles. La Fondation FondaMental, dirigée par Marion Leboyer, vise à les appréhender dans toutes leurs dimensions. Mais, déplore-t-elle, *"la recherche en psychiatrie attire moins les donateurs que d'autres secteurs biomédicaux"*.

Hervé Morin

---

**ENVIRONNEMENT**

## La SNCF veut transformer ses gares en "pièces maîtresses" de la ville durable

LE MONDE | 12.06.10 |

Avec son dôme transparent en boudins de plastique, le bâtiment rond qui accueille les voyageurs au pied des montagnes de Bellegarde, dans l'Ain, ressemble moins à une gare qu'à une colonie lunaire. Alliance de technologies pointues et des principes naturels de l'architecture bioclimatique, la dernière-née des gares de la SNCF préfigure pourtant la volonté de l'entreprise publique de faire prendre à ses bâtiments le virage de l'écologie, soucieuse de faire muter les stations de chemin de fer en concentré de ville durable.

*"Bellegarde est un prototype de ce que nous allons décliner dans des gares plus importantes. Les performances thermiques et écologiques figurent désormais haut dans notre cahier des charges",* annonce Sophie Boissard, directrice générale de gares et connexions, le département créé par la SNCF voici un an pour gérer et développer ses 3 000 stations.

### BIOCLIMATIQUE

D'une échelle supérieure à celle de Bellegarde, les futures gares TGV de Besançon et de Belfort-Montbéliard pousseront la logique encore plus loin, déployant panneaux solaires, puits canadiens, géothermie et serre bioclimatique high-tech. Les nouvelles stations ne sont pas seules concernées. La SNCF doit agrandir et restructurer en profondeur au moins cent de ses gares dans les dix ans qui viennent. Un programme d'investissement chiffré à 5 milliards d'euros.

Parmi les priorités : rendre vivables des bâtiments où règne un froid glacial en hiver et qui deviennent une vraie fournaise en été. Pas question pour autant de transformer les halls de gare en thermos climatisés toute l'année, sur le modèle des terminaux d'aéroports. *"C'est inenvisageable pour nous d'un point de vue financier et c'est une aberration d'un point de vue écologique",* souligne M<sup>me</sup> Boissard.

*"L'enjeu, ici, c'est d'apporter un confort au public sans coûts prohibitifs",* résume Etienne Tricaud, directeur général délégué d'AREP, l'agence de conception de la SNCF. C'est là qu'intervient la boîte à outils de l'architecture bioclimatique expérimentée à Bellegarde.

Le dôme en coussins d'éthylène tétrafluoroéthylène (ETFE), un polymère dérivé du Teflon, économique, léger, recyclable et résistant, crée une serre au-dessus de la coupole en bois de la gare. L'hiver, l'air chaud de la serre sera pulsé dans le hall par une ventilation basse vitesse pour maintenir une température de 16° C sans consommation d'énergie supplémentaire. L'été, la serre crée un effet de cheminée qui évacue la chaleur au profit de l'air à 10° C issu d'un puits provençal. *"Ce dispositif génère 40 % d'économies d'énergie",* précise Etienne Tricaud.

Ce confort "écologiquement correct" est d'autant plus important que, dans la stratégie de la SNCF, la gare du XXI<sup>e</sup> siècle doit élargir ses fonctions pour se réinventer en *"pièce maîtresse de la ville durable"*. Gares et connexions veut faire de ses stations non seulement le pôle d'échange de tous les moyens de transports (TGV, TER, tramways, bus, voiture...), mais un mini-centre-ville en soi, mixant bureaux, centre d'affaires et commerces variés, services médicaux, crèches, points de livraison...

### "RÉPONSE AUX ENJEUX"

*"C'est clairement le modèle que je veux porter : c'est une réponse aux enjeux de densité, de mixité des fonctions, de maîtrise des mobilités",* argumente Sophie Boissard, pour qui *"cette logique fait sens, notamment pour les quarante gares régionales"*.

Cette diversification a aussi le mérite d'être très rentable et de financer une partie de la modernisation des infrastructures de la SNCF. Sans les 10 000 m<sup>2</sup> de galeries marchandes

ajoutées au programme, la rénovation de la gare Saint-Lazare, qui doit s'achever en 2011, aurait été difficile à boucler.

Reste que les gares sont de fait au centre d'une renaissance de l'urbanisme.

Dans bien des villes, le quartier de la gare, longtemps abandonné aux hôtels borgnes et aux sex-shops, est le théâtre d'une nouvelle dynamique urbaine et économique. *"La dégénérescence de la gare et de son quartier était liée au tout-voiture. Les réflexions sur la relocalisation des activités en centre-ville et la génération de richesse que cela entraîne ont inversé la donne"*, estime M<sup>me</sup> Boissard.

La tendance est mondiale. Au Japon, où les opérateurs de transport sont aussi d'importants aménageurs, les gares sont les véritables points de centralité de la ville, groupant commerces et services.

En Suisse, ce sont carrément les Chemins de fer fédéraux (CFF) qui choisissent les activités autorisées à voisiner avec la gare pour composer une mixité urbaine. Même aux Etats-Unis, c'est autour des gares que les "Transit Villages", comme Richmond et Fruitvale, en Californie, réinventent la ville américaine dense, mixte et piétonne.

## Grégoire Allix

---

### Des "haltes écodurables" pour les petites stations

La SNCF et le Syndicat des transports d'Ile-de-France ont inauguré à Achères (Yvelines), le 26 mai, la première gare haute qualité environnementale de France. Parois isolantes, toit végétal, panneaux solaires, récupération des eaux de pluie, gestion électronique de l'éclairage et de la ventilation..., la gare prétend consommer 64 % d'énergie en moins que l'ancienne, émettre 84 % de moins de gaz à effet de serre et réduire sa consommation d'eau de 59 %. Le tout pour un coût de 3,2 millions d'euros, très cher pour une station de cette taille. *"Nous allons créer d'autres gares sur ce modèle, le coût baissera à mesure que nous généraliserons les techniques"*, promet Sophie Boissard, directrice des gares à la SNCF. Pour les plus petites stations (moins de 500 voyageurs par jour), la SNCF prépare aussi l'implantation en Ile-de-France de "haltes écodurables" modulaires, d'après un prototype expérimenté en Alsace. Là aussi, le coût reste élevé : près d'un million d'euros pour 100 m<sup>2</sup>.

---

## SOCIAL

### Réforme des retraites : les principales mesures

LE MONDE pour Le Monde.fr

La réforme des retraites, arbitrée mardi 15 juin par Nicolas Sarkozy, comporte une vingtaine de mesures. Elle prévoit de ramener le système français de retraite, actuellement déficitaire de 32 milliards d'euros, à l'équilibre en 2018. Les mesures permettront de réduire de près de 50 % le déficit en 2018. S'y ajouteront 4 milliards d'euros d'économies supplémentaires réalisées dans la fonction publique et 4,4 milliards de recettes en plus, via la taxation des hauts revenus et des revenus du capital. Le financement des déficits accumulés sera repris au fur et à mesure par la Caisse d'amortissement de la dette sociale (Cades), qui pourra compter sur les ressources du Fonds de réserve des retraites.

Eric Woerth, ministre du travail, a longuement détaillé les mesures proposées par le gouvernement, au cours d'une conférence de presse mercredi matin.

Voici les principales mesures arrêtées par le chef de l'Etat :

### **Augmentation de la durée d'activité**

- Relèvement progressif, à raison de 4 mois par an à partir de la génération née en 1951, de l'âge légal de départ à la retraite, lequel sera ainsi porté pour tout le monde à 62 ans en 2018. Parallèlement, l'âge de départ à la retraite, qui permet automatiquement de toucher une pension à taux plein, sera progressivement porté de 65 à 67 ans. Les fonctionnaires seront logés à la même enseigne que les salariés du privé. Ceux des catégories actives (policiers, militaires, sapeurs-pompiers...), autorisés actuellement à partir à 50 ou 55 ans, verront cet âge de départ relevé progressivement de deux ans. Les salariés des régimes spéciaux ne seront concernés qu'à compter de 2017 par les mesures d'âge.

- La durée de cotisation sera portée à 41 ans et 1 trimestre pour les générations 1953 et 1954 et à 41,5 ans en 2020.

- Carrières longues et pénibilité : les salariés ayant commencé à travailler avant 18 ans pourront continuer à faire valoir leurs droits à la retraite entre 58 et 60 ans sous réserve de justifier de la durée de cotisations nécessaire plus deux ans. Au total, le dispositif concernera 50 000 personnes en 2011 et 90 000 en 2015. Les assurés dont l'état de santé est dégradé du fait de leur exposition à des facteurs de pénibilité garderont la possibilité de partir à 60 ans avec une retraite à taux plein quel que soit leur nombre de trimestres. Selon le ministre du travail, 10 000 personnes par an bénéficieront de ce droit nouveau.

### **Développement de l'emploi des seniors**

- Aide à l'embauche pendant un an pour les demandeurs d'emploi de plus de 55 ans et renforcement du tutorat.

### **Augmentation des recettes pour un montant de 3,7 milliards en 2011**

- Création d'un prélèvement de 1 % sur la dernière tranche de l'impôt sur le revenu, hors bouclier fiscal.

- Augmentation d'un point des prélèvements sur les plus-values de cessions mobilières et immobilières et du prélèvement forfaitaire libératoire sur les dividendes et les intérêts.

- Prélèvement accru sur les stock-options : passage de la contribution de l'employeur de 10 à 14 % et de la contribution du salarié de 2,5 à 8 % ; augmentation des prélèvements sur les retraites-chapeaux : le prélèvement de l'entreprise est appliqué dès le premier euro de rente versé ; une contribution sociale de 14 % est mise en place pour le bénéficiaire ; calcul annualisé des allègements de charges.

### **Renforcement de la convergence entre les régimes public et privé**

- Alignement du taux de cotisation du public (7,85 %) sur le privé (10,55 %) en dix ans. Fermeture du dispositif de départ anticipé sans condition d'âge pour les parents de trois enfants ayant 15 ans de service à compter de 2012.

- Application de la même règle d'obtention du minimum garanti que dans le secteur privé.

### **Améliorer les mécanismes de solidarité**

- Les jeunes en situation précaire bénéficieront de trimestres validés supplémentaires lorsqu'ils sont au chômage non indemnisé. Le nombre de trimestres validés passera de 4 à 6.

- Pour améliorer les retraites des femmes, l'indemnité journalière perçue pendant le congé maternité entrera désormais dans le salaire de référence sur lequel est calculée la pension de retraite. Les entreprises de plus de 300 salariés qui ne font pas de diagnostic de la situation salariale comparée des hommes et des femmes seront sanctionnées.

- L'octroi du minimum vieillesse (709 euros pour un célibataire) aux agriculteurs sera facilité. Les terres agricoles et les corps de ferme ne feront plus l'objet d'un recours sur succession. Pour favoriser l'information des actifs, un point d'étape individuel sera systématiquement fait à 45 ans.

Claire Guélaud

---

## SOCIETE

### Le Conseil de l'Europe s'inquiète de la persistance des discriminations raciales en France

LE MONDE pour Le Monde.fr |

Dans un rapport publié mardi 15 juin, le Conseil de l'Europe établit un bilan de l'action des pouvoirs publics français en matière de lutte contre le racisme. Dans ce document d'une soixantaine de pages qui se concentre sur la période allant de février 2005 à décembre 2009, le Conseil dresse une liste des "progrès" qui ont été réalisés – comme le travail mené par la Haute autorité de lutte contre les discriminations et l'égalité (Halde) ou par la Cité nationale de l'histoire de l'immigration –, mais il s'inquiète dans le même temps d'une persistance des discriminations raciales en France.

Le Conseil de l'Europe pointe notamment la persistance des discriminations raciales dans l'accès à l'emploi et à l'éducation. Des discriminations qui "*touchent particulièrement les musulmans, les gens du voyage et les Roms*". Il constate qu'un "label diversité" a certes été mis en place pour récompenser les entreprises ayant fait un effort. Il se félicite de la loi sur l'égalité des chances de 2006 qui prévoit l'anonymisation des CV dans les candidatures à l'embauche dans les entreprises de 60 salariés et plus. Mais il regrette que les sanctions contre les discriminations à l'embauche demeurent malgré tout "*insuffisamment dissuasives*".

### CONSTATS PARTAGÉS

Parmi les 150 points du Conseil de l'Europe qui figurent dans ce rapport, quatre concernent le racisme sur Internet. Le Conseil s'inquiète en effet de l'essor des "*préjugés et stéréotypes racistes*" sur la Toile. Selon les sources que les experts du Conseil ont pu rencontrer lors de leur séjour en France, la situation est même "*extrêmement préoccupante*".

Le Conseil reconnaît le travail dans ce domaine de l'Office central de lutte contre les infractions liées aux technologies de l'information et de la communication. Mais compte tenu du fait que de nombreux sites sont hébergés à l'étranger, il admet qu'une action efficace devrait supposer une "*coopération internationale*".

Ce [rapport](#) du Conseil de l'Europe établit à peu près le même constat que la [Commission nationale consultative des droits de l'homme \(CNCDH\)](#) qui a rendu public [ses conclusions sur le](#)

[sujet](#) le 31 mai. Son travail est le reflet d'une consultation menée auprès des organes institutionnels et associations françaises engagés dans la lutte contre les discriminations.

Le document du Conseil de l'Europe, élaboré via sa Commission européenne contre le racisme et l'intolérance (ECRI), est le troisième depuis 1998. L'institution mène des enquêtes similaires dans une quarantaine de pays européens.

**Elise Vincent**

---

## SOCIÉTÉ

### L'obésité a un impact sur la sexualité des femmes

LE MONDE pour Le Monde.fr | 16.06.10

Le constat est frappant : les femmes obèses de moins de trente ans déclarent quatre fois plus de grossesses non désirées ou d'avortements que celles du même âge de poids normal. Elles prennent moins la pilule et consultent également moins le médecin pour leur contraception. Enfin, elles sont trois fois plus nombreuses à rencontrer leurs partenaires sur Internet.

Toutes ces données émanent d'une étude dirigée par Nathalie Bajos, directrice de recherche à l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm) et publiée mardi 15 juin sur le site Internet du [British Medical Journal](#).

Réalisée à partir des données de l'enquête sur les comportements sexuels des Français, menée en 2006 auprès de plus de 12 000 personnes, elle démontre pour la première fois le lien entre indice de masse corporelle (IMC, le poids divisé par la taille au carré), et activité sexuelle, mais aussi entre IMC et santé sexuelle (satisfaction, avortement...).

#### IMPACT NÉGATIF

L'étude pointe en outre un impact négatif de l'obésité sur la sexualité plus fort chez les femmes que chez les hommes.

Certes quand elles ont un partenaire, l'activité sexuelle et le degré de satisfaction des femmes obèses sont identiques à ceux des femmes de poids normal (IMC compris entre 18,5 et 25). Mais les obèses (IMC supérieur à 30) ont 30 % de moins de chances d'avoir eu un partenaire sexuel dans les douze derniers mois, quel que soit leur âge. Leur obésité semble peser dans le choix de leur partenaire : dans 67 % des cas, il est obèse (ou en surpoids) lui aussi, alors que les hommes obèses sont, eux, 39 % à avoir une partenaire au poids élevé ou très élevé.

Le poids a aussi un impact sur la sexualité des hommes : les obèses sont plus nombreux à souffrir de dysfonctionnements sexuels et, chez les plus jeunes, à contracter des infections sexuellement transmissibles. Des problèmes que ne connaissent pas plus les femmes obèses que les autres.

L'obésité joue sur les comportements : si les femmes obèses ont autant recours à la contraception que celles de poids normal, elles sont en revanche plus nombreuses à utiliser des méthodes moins efficaces, comme le retrait. Et puis, même avec un partenaire, elles sont moitié moins à considérer la sexualité comme une composante importante de leur équilibre personnel.

#### MOINDRE RECOURS AUX MÉDECINS

Pour les auteurs de l'article, la pression sociale et une plus faible estime de soi peuvent expliquer ces différences. *"La stigmatisation est tellement forte pour les femmes obèses qu'il est logique qu'elles soient pénalisées aussi dans leur sexualité, et par exemple qu'elles rencontrent des difficultés à trouver un partenaire"*, explique la sociologue Nathalie Bajos.

L'image de leur corps pèse davantage sur les femmes que sur les hommes, et conduit à ce *"rapport spécifique à la sexualité"*. Ce qui peut expliquer le moindre recours pour leur contraception aux médecins, devant lesquels il faut se déshabiller. Cela peut expliquer, aussi, le fait qu'elles soient plus nombreuses à trouver leur partenaire sur Internet, où elles peuvent cacher leur poids, mais aussi visionner des films pornographiques.

Les auteurs de l'article concluent que face au phénomène de l'obésité, il faut envisager la sexualité de ces femmes comme un enjeu de santé publique. Il faudrait ainsi accentuer la prévention des grossesses non désirées, d'autant qu'être enceinte comporte plus de risques pour les femmes obèses que pour les autres. Cela pourrait passer, notamment, par une meilleure prise en compte de la sexualité elle-même lors des consultations médicales, où il semble en être encore peu question.

## Laetitia Clavreul

---

### INTERNET

Débat

## Internet creuse la fracture civique

LE MONDE | 21.06.10

Quelles sont les sources privilégiées par les Français pour se tenir au courant de l'actualité politique ? L'Internet tend-il à supplanter les médias traditionnels en matière d'information ? Les réseaux sociaux en ligne redonnent-ils une nouvelle jeunesse aux conversations dans la formation des opinions ? Alors qu'il existe de nombreux travaux sur les effets politiques des médias, on connaît beaucoup moins bien les pratiques d'information politique des Français. Les premiers résultats d'une enquête réalisée par le Cevipof (Centre de recherches politiques de Sciences Po), dans le cadre du projet Mediapolis, permettent d'analyser comment l'Internet modifie nos manières de nous informer.

**Médias traditionnels face à Internet.** L'Internet occupe une place grandissante dans nos sociétés. Il y a quinze ans, on comptait seulement quelques centaines de milliers d'internautes en France. Selon l'enquête Mediapolis réalisée début décembre 2009, 68 % des Français de 15 ans et plus utilisent désormais l'Internet, et parmi eux quatre sur cinq se connectent au moins une fois par jour.

Mais en dépit (ou peut-être à cause) de la richesse de l'Internet, c'est toujours à travers les médias traditionnels qu'un grand nombre d'individus s'informent sur la politique. En décembre 2009, 48 % déclaraient que la télévision était leur première source d'information sur la politique et 21 % qu'il s'agissait de la radio. Toutefois, en quelques années, la place de la télévision s'est érodée et celle de l'Internet a sensiblement crû, 11 % des personnes interrogées en faisant désormais leur première source d'information politique (*voir graphique*). La presse écrite n'est plus qu'une source d'information politique secondaire, surtout privilégiée par les personnes diplômées de l'enseignement supérieur (quotidiens nationaux) ou les plus âgées (quotidiens régionaux).

L'enquête Mediapolis permet aussi d'affiner la façon dont les Français combinent les grands médias et l'Internet. Interrogés sur la manière dont ils ont entendu parler pour la première fois d'événements d'actualité très précis (et pas sur l'actualité politique en général), 52 % des individus citent la télévision et 27 % la radio. L'Internet n'est plus cité que par 6 % des répondants, et 4 % disent avoir entendu parler de ces événements par des personnes de leur

entourage. La télévision et la radio apparaissent comme les canaux principaux de l'actualité chaude, tandis que l'Internet semble être davantage un moyen d'information d'approfondissement.

**Exposition sélective à l'information.** Depuis les travaux du psychologue social américain Leon Festinger (1919-1989) sur la dissonance cognitive, la sociologie des médias a souvent fait l'hypothèse d'une exposition sélective à l'information. Lorsqu'ils utilisent les médias, beaucoup d'individus chercheraient surtout à renforcer leurs opinions politiques et éviteraient les informations qui pourraient contredire leurs convictions et les mettre dans un état de malaise psychologique.

Notre enquête confirme ces pratiques d'information sélective. Les préférences politiques orientent le choix du journal télévisé qu'on regarde habituellement ou de la radio qu'on écoute le plus souvent. Les enquêtes précédentes du Cevipof avaient déjà établi que les personnes se situant à gauche se tournent davantage que les autres vers le journal télévisé de 20 heures de France 2 ; et montré également la grande hétérogénéité de l'auditoire du 19-20 de France 3.

L'enquête Mediapolis retrouve ces résultats, tout en apportant des données supplémentaires sur l'écoute de la radio. En matière d'information politique, cinq radios dominent le paysage : RTL écoutée par 15 % des répondants, France Inter (12 %), France Info (10 %), Europe 1 (9 %) et RMC (8 %). Là encore, on constate un tropisme des sympathisants de gauche pour les radios publiques et une inclination très prononcée des sympathisants écologistes pour France Inter.

S'il existe une exposition sélective pour les grands médias, celle-ci est nettement plus forte pour l'Internet. 72 % des personnes interrogées disent qu'elles utilisent surtout des sites qui partagent leurs points de vue, alors que cette proportion n'est que de 46 % dans le cas des médias traditionnels. L'Internet permet sans doute de choisir, mieux que les médias, l'information qu'on veut consulter.

Il est intéressant de noter la place centrale qu'occupent les grands portails (Google actualités, Yahoo actualités, page d'accueil des fournisseurs Internet) dans l'accès à l'actualité : 57 % des personnes interrogées passent par ces portails pour s'informer sur la politique, tandis que 23 % consultent les sites Web des médias traditionnels, et seulement 6 % des sites indépendants tels que Rue89 ou Mediapart.

**L'Internet, nouvel espace public ?** Les conversations entre citoyens jouent un rôle important dans tout système politique. A la suite du philosophe et sociologue allemand Jürgen Habermas, nombre de théoriciens de la démocratie voient en elles le cœur même de l'espace public, et leur prêtent diverses vertus. Discuter politique avec d'autres, c'est d'abord s'exposer à des expériences ou à des opinions adverses. En outre, les discussions étant une interaction constante entre un émetteur et un récepteur, elles facilitent la transmission et la compréhension des messages échangés. Enfin, les discussions, particulièrement celles avec des membres de sa famille ou avec des amis, ont souvent un caractère affectif qui contribue à une meilleure mémorisation ou prise en compte des informations.

Il y a plus de soixante ans, le sociologue américain Paul Lazarsfeld (1901-1976) avait souligné le rôle des conversations dans la formation des choix politiques. Selon lui, les médias n'avaient qu'une influence limitée sur les électeurs, et ceux-ci se décidaient en discutant avec d'autres personnes, notamment des leaders d'opinion (qui eux consommaient beaucoup les médias). Ce modèle d'une communication à double étage - les médias informant des leaders d'opinion qui, à leur tour, informent leur entourage - semblait avoir perdu de son pouvoir explicatif avec l'expansion de la télévision.

Toutefois, l'enquête Mediapolis montre que, pour 59 % des individus interrogés, l'avis de l'entourage familial, amical ou professionnel est celui qu'elles prennent le plus en compte pour se faire une opinion sur la politique (19 % privilégiant l'avis des experts dans les médias, et 9

% celui des journalistes). On peut également se demander si l'Internet ne donne pas une nouvelle jeunesse aux conversations. Les blogueurs ou les internautes les plus actifs ne constituent-ils pas une nouvelle sorte de leaders d'opinions (des "influenceurs"), qui relaient, à travers des commentaires, des liens ou des posts sur les réseaux sociaux en ligne, les informations produites par les grands médias ?

Notre enquête apporte à cet égard des éléments contrastés. On discute certes beaucoup sur l'Internet : 26 % des internautes disent participer souvent ou de temps en temps à des forums ou à des chats, tandis que 46 % vont régulièrement sur des réseaux sociaux en ligne. Cependant, les échanges en ligne apparaissent davantage amicaux que politiques. La consultation, même épisodique, de blogs politiques ne concerne que 16 % des internautes (et tend à baisser depuis la phase électorale de 2007), et la participation à des discussions politiques seulement 3 % d'entre eux. En revanche, l'Internet semble favoriser un rapport plus ludique ou décalé à la politique : 31 % des internautes déclarent rechercher ou transférer des contenus humoristiques sur la politique et 16 % (une proportion qui augmente régulièrement depuis quelques années) visionnent des vidéos politiques.

**Fracture informationnelle.** Lorsqu'on examine de façon panoramique l'usage des médias et de l'Internet, deux facteurs jouent un rôle très fort. D'abord l'âge, qui influence aussi bien la consommation des médias que l'utilisation de l'Internet, quoique en sens contraire. Plus on vieillit, plus on regarde la télévision et plus on lit la presse, mais moins on tend à utiliser l'Internet. Pour la télévision, cet effet de l'âge résulte surtout du fait qu'on dispose de plus de temps libre en vieillissant (et reflète également un isolement social grandissant). Pour la presse et pour l'Internet, il exprime peut-être une différence générationnelle dans le rapport aux moyens d'information. Les 15-25 ans se détournent de l'imprimé au profit de l'Internet et du numérique, mais d'autres enquêtes devront être menées pour déterminer si, lorsqu'ils atteignent la trentaine, cette désaffection se poursuit.

Le deuxième facteur qui conditionne l'usage des moyens d'information est le degré de politisation des individus. Les citoyens les plus intéressés par la politique ont des pratiques informationnelles singulières : ils se tournent davantage que les autres vers la presse quotidienne nationale, l'Internet et la radio ; s'ils regardent moins la télévision que le reste de la population, ils regardent davantage les émissions politiques ; sur l'Internet, ils sont les principaux visiteurs des sites, des blogs et des forums politiques ; enfin, ils discutent de politique plus souvent et avec un plus grand nombre de personnes que les autres citoyens.

A l'inverse, les citoyens non politisés (qui s'intéressent peu ou pas à la politique et ne se sentent proches d'aucun parti) reçoivent l'essentiel de leur information politique par la télévision. Ils utilisent moins l'Internet et, lorsqu'ils sont internautes, ils ont très peu d'activités politiques en ligne, même ludiques (voire aucune pour la moitié d'entre eux).

Le développement de l'Internet et des technologies de l'information et de la communication ne risque-t-il pas d'accroître cette double fracture, civique et informationnelle ? C'est la question qu'on peut se poser à la suite de Markus Prior. Dans son ouvrage *Post-broadcast Democracy* (Cambridge University Press, 2007), ce professeur de Princeton rappelle que les grands journaux télévisés, dans les années 1970, fournissaient à tous une information politique commune et assuraient une fonction d'intégration minimale au système politique. Markus Prior montre que, aux Etats-Unis, l'essor de l'Internet et la multiplication des chaînes de télévision non généralistes permettent à ceux qui s'intéressent peu à la politique de s'en détourner encore plus, et tendent à accroître la polarisation des citoyens politisés.

L'enquête Mediapolis confirme cette tendance pour la France. L'Internet semble donner plus de ressources et d'espaces d'expression aux citoyens qui sont déjà les mieux intégrés dans le système politique. Si l'on ne veut pas que la fracture informationnelle amplifie la fracture civique, il ne s'agit pas bien sûr de revenir à l'époque de la chaîne de télévision unique. A mes yeux, le défi est plutôt d'inventer des applications de l'Internet qui, en mettant à profit les

multiples et magnifiques potentialités de cet outil, simplifient et rendent plus attrayant l'accès à l'information politique.

---

L'auteur est chargé de recherche CNRS au Centre de recherches politiques de Sciences Po (Cevipof). Coordinateur du projet Mediapolis "Information politique et citoyenneté à l'ère numérique". Enseignant à Sciences Po, il a publié, notamment, "Comment devient-on président(e) de la République ?" (Robert Laffont, 2007).

## Thierry Vedel, politologue

---

### Méthodologie

Les résultats sont issus d'une enquête par sondage réalisée auprès d'un échantillon de 1 754 personnes, représentatif de la population française âgée de 15 ans et plus. La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas. Les entretiens ont eu lieu par téléphone (dont le quart sur mobiles) entre le 23 novembre et le 12 décembre 2009. Cette enquête a été effectuée dans le cadre du projet Mediapolis "Information politique et citoyenneté à l'ère numérique", menée conjointement par le Centre de recherches politiques (Cevipof) de Sciences Po et le Centre d'analyse et de recherche interdisciplinaire sur les médias (Carism) de l'Institut français de presse, avec le soutien financier de l'Agence nationale pour la recherche (ANR).

---

## SOCIETE

### Les réseaux sociaux, outils de recrutement ?

LEMONDE.FR | 21.06.10 | 11h21 • Mis à jour le 21.06.10 | 12h03

Près de 30 millions de d'inscrits sur le réseau social professionnel Viadeo, lancé en 2004, dont 3,5 en France ; plus de 70 millions sur LinkedIn dans le monde, dont la version française, lancée l'an dernier, en compte près de 2 millions... Ces réseaux professionnels en ligne sont en pleine croissance, mais ceux-ci sont-ils vraiment utiles pour les candidats et les recruteurs ? Tel est l'objet d'une étude du site de recrutement Regionsjob.com, portant sur plus de 2 200 candidats, âgés de 18 à 60 ans, et sur 157 responsables des ressources humaines, présentée vendredi 18 juin.

- **Les réseaux sociaux sont-ils massivement utilisés à des fins professionnelles ?**

Les sites de recherche d'emploi, utilisés par 97 % des candidats, demeurent les principaux supports de recherche, devant les candidatures spontanées (71 %). Ils sont 36 % à déclarer utiliser les réseaux sociaux dans leur recherche d'emploi. *"Les réseaux sociaux servent à prolonger le réseau personnel. Ceux qui utilisent les réseaux sociaux sont également plus actifs sur les autres plates-formes de recrutement"*, souligne Flavien Chantrel, chargé de projet Web communautaire de RegionsJob. Alors qu'un candidat utilise en moyenne quatre modes de recherche différents, les utilisateurs de réseaux sociaux en utilisent 4,8.

Du point de vue des recruteurs, l'outil de prédilection demeure largement le site d'emploi (88 %), devant les candidatures spontanées (80 %) et le site des ressources humaines de l'entreprise (61 %). Représentant 47 % des réponses, les réseaux sociaux arrivent au même niveau que les cabinets de recrutement. *"Il ne faut pas nécessairement y voir une concurrence ; s'ils peuvent paraître chronophages pour les entreprises, les réseaux sociaux sont un bon outil pour les cabinets, afin de cibler des candidats potentiels"*, explique Gwenaëlle Hervé, responsable de la communication de Regionsjob.

- **Quelle importance pour les utilisateurs ?**

*"Les candidats à l'emploi sont assez sceptiques sur l'utilité des réseaux sociaux à des fins professionnelles. Les réseaux spécialisés s'en sortent toutefois mieux",* observe aussi Flavien Chantrel. 34 % des candidats sondés par Regionsjob pensent en effet que le réseau professionnel Viadeo *"joue un rôle important"* dans la recherche d'emploi ; ils sont 26 % à plébisciter LinkedIn. Les autres réseaux sociaux font l'objet d'une plus grande défiance. Seuls 7 % des candidats sondés estiment que Facebook est utile à la recherche d'emploi ; le site de micro-blogging Twitter ne recueille que 9 % d'opinions favorables.

Chez les recruteurs, seuls 19 % estiment que les réseaux sociaux sont un moyen important de trouver des candidats, contre 77 % pour les sites d'emploi. *"L'arrivée des réseaux sociaux est plutôt bien intégrée, mais il s'agit d'un outil additionnel, qui ne vient pas bouleverser les usages des recruteurs",* remarque Gwenaëlle Hervé.

- **Quel est le profil des candidats ?**

Sur les réseaux sociaux, les chercheurs d'emploi sont âgés de 25 à 34 ans, majoritairement titulaire d'un bac + 5, la plupart du temps *"en situation de recherche passive"* car déjà en poste, et recherchent majoritairement dans la communication et le marketing.

Le recruteur type, lui, est un dirigeant d'entreprise de moins de 50 salariés, en quête de commerciaux, informaticiens et ingénieurs. *"Les profils les plus faciles à trouver sur les réseaux sociaux ne sont pas nécessairement ceux que recherchent les recruteurs",* note Gwenaëlle Hervé.

- **Y a-t-il du profilage sur les réseaux sociaux ?**

36 % des recruteurs sondés affirment faire des recherches sur les candidats potentiels, mais seulement 5 % disent avoir écarté une candidature après avoir trouvé des traces négatives. Ils sont 8 % à avoir embauché après avoir trouvé des traces positives. *"Les recherches ne sont effectuées ni par toutes les entreprises, ni systématiquement pour tous les profils. L'e-réputation (réputation en ligne) est une information complémentaire, qui n'est pas prise au premier degré par le recruteur",* souligne Gwenaëlle Hervé.

Les candidats ont de plus en plus conscience des enjeux liés à la réputation en ligne. Dans cette perspective, plus de deux tiers des postulants en ligne ont fermé l'accès de leur profil Facebook au grand public. Toutefois, la vérification des "traces numériques" n'est pas systématique : les candidats vérifiant régulièrement les résultats de leurs nom et prénom dans le moteur de recherche de Google représentent 54 % des cas.

Laurent Checola

---

## SOCIETE

# Les Français sont plus nombreux à se méfier des drogues

LEMONDE.FR avec AFP | 21.06.10 |

Les Français sont plus nombreux à se méfier des drogues et à se montrer moins conciliants à l'égard de ceux qui en consomment, une *"évolution très nette"* depuis quelques années, révèle une enquête de l'[Observatoire français des drogues et toxicomanies](#) (OFDT) publiée lundi 21 juin. Cette *"enquête sur les représentations, opinions et perceptions sur les psychotropes (Eropp)"*, réalisée fin 2008, la troisième après 1999 et 2002, montre que l'appréhension des

Français des drogues illicites (cannabis, cocaïne, héroïne) ou licites (alcool et tabac) s'est amplifiée.

*"Les Français considèrent l'ensemble des produits comme beaucoup plus dangereux et sont moins conciliants vis-à-vis des consommateurs",* a souligné Jean-Michel Costes, directeur de l'OFDT, commentant devant la presse les résultats de cette enquête. Ainsi, plus de neuf Français sur dix (92 %) jugent la consommation d'héroïne *"dangereuse dès le stade de l'expérimentation"*, soit un peu plus qu'en 1999 et 2002 (89 %). Pour la cocaïne, ils sont 89 %, là aussi plus que lors des deux précédentes enquêtes (85 % et 83 %). L'évolution concernant le cannabis est nettement plus marquée : 62 % des Français le considèrent comme dangereux dès le stade de l'expérimentation, contre 53 % en 1999 et 52 % en [2002](#). Et ils sont également plus nombreux à rejeter l'éventualité d'une *"mise en vente libre"* du cannabis, 85 %, soit dix points de plus qu'en 2002.

Enfin, ils sont plus sévères vis-à-vis des usagers, notamment les héroïnomanes. *"Les Français considèrent les usagers d'héroïne moins comme des victimes de la société, mais plus comme des responsables de leurs actes, donc coupables, dangereux pour leur entourage",* a commenté M. Costes. Selon l'enquête, les Français ne sont plus que 24 % à estimer que les héroïnomanes consomment parce qu'ils sont *"malades"*, contre 41 % en 2002 et 51 % en 1999. Le tabac et l'alcool sont également perçus comme plus dangereux. Le pourcentage de personnes estimant qu'ils sont dangereux dès l'expérimentation a doublé pour le tabac, de 21 % en 1999 à 43 % en 2008, et il est passé de 6 à 10 % pour l'alcool.

Pour autant, les résultats de cette enquête ne marquent *"pas vraiment"* un retournement de tendance, mais révèlent *"une évolution très nette"* de l'opinion, a résumé le directeur de l'OFDT. *"Des évolutions de dix points, c'est quand même très significatif."* Une telle évolution peut s'expliquer par le fait que *"les dangers de ces produits sont de mieux en mieux connus"*, a analysé Etienne Apaire, président de la mission interministérielle de lutte contre la drogue et la toxicomanie (MILDT), laquelle chapeaute l'OFDT.

*"Les Français n'ont jamais été aussi bien informés sur les dangers de la drogue et considèrent qu'il faut tout faire pour éviter l'expérimentation et l'ancrage dans la dépendance",* a-t-il ajouté. Soulignant que *"l'opinion publique façonne les politiques"*, il a estimé souhaitable de procéder à ce genre d'enquête dans l'ensemble des pays européens afin *"d'éviter des distorsions entre les différentes politiques menées en Europe"*. L'enquête Eropp a été faite du 27 octobre au 25 décembre 2008 auprès de 2 300 personnes âgées de 15 à 75 ans, sélectionnées aléatoirement et interrogées par téléphone à leur domicile.

## HISTOIRE

Point de vue

# De Gaulle et le positivisme du "non"

LEMONDE.FR | 17.06.10 | 18h16 • Mis à jour le 17.06.10 | 18h46

es rédacteurs en chef de magazines américains ou britanniques auraient été exceptionnellement perspicaces s'ils avaient choisi en couverture un certain Charles de Gaulle il y a soixante-dix ans. Le Général, dont la haute taille donnait l'air plutôt godiche, était partout pratiquement inconnu au bataillon à son arrivée à Londres le 17 juin 1940 – tout ce que Sir Alexander Cadogan, le haut fonctionnaire au ministère des affaires étrangères, trouva à dire sur lui à ses collègues, c'est que sa tête ressemblait à un ananas et qu'il avait des hanches de femme. Son appel aux français, sur la BBC le lendemain, à ne pas capituler devant l'Allemagne alors que le blitzkrieg nazi déferlait sur le pays, fut peu écouté sur le continent et la BBC ne prit même pas la peine de garder l'enregistrement.

Néanmoins, cette diffusion, commémorée par des cérémonies à Londres ce vendredi en présence du président Sarkozy, marqua l'émergence d'un homme et d'un style qui allaient ajouter un "ism" à ceux du XX<sup>e</sup> siècle et dont l'à-propos persiste dans le climat d'incertitude que nous vivons aujourd'hui.

Définir le gaullisme est une tâche notoirement ardue. Son essence se trouve dans la personnalité de son fondateur, un homme plus complexe que son image d'icône impénétrable pourrait suggérer. Pour son successeur, Georges Pompidou, le gaullisme est le refus par des fidèles qui adoptent des critères astreignants et qui possèdent un concept historique des événements, d'accepter les revers de fortune. Le nationalisme, la foi en soi et la proclamation de la grandeur de la France, en sont le credo.

Un credo que beaucoup hors de France ont trouvé vaniteux et ancré dans le désir égotiste de Paris de se donner plus d'importance qu'elle n'en a réellement – particulièrement blessant fut le coup porté par l'administration de Lyndon Johnson quand elle décida de tout simplement ignorer les attaques de l'Élysée sur sa politique au Vietnam. Mais, malgré les critiques acerbes d'opposants tels que Mitterrand, le modèle du Général est le leitmotiv de la politique française depuis un demi-siècle, et se montrer à la hauteur de son imposant personnage est devenu le test des politiciens de gauche comme de droite.

Un modèle pas facile à suivre. De Gaulle voyait la vie comme une lutte constante, exultant dans ses difficultés et traitant ses compatriotes de veaux qui préféraient la facilité aux défis. Ce qui lui valut de passer dans la postérité comme "l'homme qui a dit non", en raison de l'appel du 18 juin pour ses admirateurs, mais que ses critiques voyaient comme un obstructionniste persistant et irascible qui se devait de provoquer des querelles avec ses alliés et rendre la vie aussi difficile que possible pour les autres. Pour preuve du second point de vue : son contentieux avec Churchill pendant la guerre, son veto en 1963 à l'entrée de la Grande-Bretagne dans ce qui était alors le marché commun, son retrait de la structure militaire intégrée de l'OTAN en 1966, et ses attaques contre Israël pour ne pas avoir suivi son conseil de ne pas faire la guerre des Six Jours l'année d'après.

**LE "NON" PEUT SERVIR UN OBJECTIF À LONG TERME**

Cette aptitude à dire non a toujours été centrale à la façon qu'avait de Gaulle de faire de la politique, mais de ne voir le général qu'en nationaliste négatif est réducteur. Pour la plupart, ses "nons" avaient un objectif plus élevé. En 1940, il s'agissait de maintenir l'honneur de la France, et d'assurer que son pays serait du côté des vainqueurs. En vrai visionnaire, il n'avait pas le moindre doute de la défaite d'Hitler ; il valait donc mieux faire partie des gagnants plutôt que des collaborateurs vaincus. Dans les quatre années qui ont suivi, ses fréquents refus de faire ce qu'auraient souhaité les Britanniques avaient aussi un objectif clair, celui d'assurer qu'il ne serait pas la marionnette de Londres et que la France reprendrait son état d'indépendance à la fin du conflit plutôt qu'endurer une occupation militaire comme l'envisageait Roosevelt.

De même, la longue campagne contre la quatrième République qui a eu pour résultat le retour au pouvoir, superbement manœuvré, de De Gaulle en 1958 a été fondée sur son appréhension de la faiblesse du régime parlementaire, incapable de faire face aux défis fondamentaux qui menaçaient la France, tels que l'économie ou l'Algérie. Le dépit d'un vieil homme pourrait expliquer en partie les coups portés à Israël en 1967, mais le veto à l'entrée du Royaume-Uni dans le marché commun était parfaitement logique si, comme le général, l'on considérait la construction de l'Europe comme un projet qu'il valait mieux mener séparément des Etats-Unis et baser sur la coopération franco-allemande (avec, bien entendu, Paris aux commandes). Etant donné l'écheveau d'artifice qui a été tissé pour préserver l'entreprise depuis sa mort en 1970, et la menace actuelle de son implosion, qui peut dire qu'il avait tort ?

Le rejet systématique est d'une utilité limitée, que ce soit parmi les enthousiastes du *Tea Party* aux Etats Unis ou les eurosceptiques rustres chez les conservateurs britanniques. Mais dans les mains d'un maître, le "non" peut servir un objectif à long terme. Naturellement, comme de Gaulle s'en rendit compte pendant ses années de guerre à Londres, le "non" offense les bien-nés. Mais dans la dure réalité qui nous attend, une touche d'amour vache gaulliste semble de rigueur.

**Jonathan Fenby** est l'auteur d'une nouvelle biographie du général de Gaulle qui paraît à Londres cette semaine : *The General, Charles de Gaulle and the France he saved* (Simon&Schuster).

**Jonathan Fenby, journaliste**

---

## HISTOIRE

Analyse

### Le gaullisme sans de Gaulle ou l'impossible héritage

LE MONDE | 16.06.10 |

*Chaque Français fut, est et sera "gaulliste"*, disait Charles de Gaulle en 1952. Fut, c'est à voir. En 1940, les Français étaient plutôt pétainites. Est ? Qui dirait le contraire ? Sûrement pas le

président Sarkozy qui sera à Londres le 18 juin pour commémorer l'appel lancé ce jour-là par le Général à la *"résistance"*.

Ce soixante-dixième anniversaire est propice aux hommages, sincères ou intéressés. Aux protestations de fidélité sinon à la captation d'héritage. Il coïncide avec le quarantième anniversaire de la disparition du grand homme, le 9 novembre 1970, qui, lui aussi, incite à poser la question : "Qu'est-ce que le gaullisme aujourd'hui ?"

Ceux qui se réclament du Général sont légion : archéo-gaullistes, gaulliens, néo-gaullistes... Antigauillistes repentis aussi, souvent les plus éloquents : Régis Debray, Max Gallo, Jean-Pierre Chevènement... Un oeil sur Nicolas Sarkozy, Dominique de Villepin se veut le plus orthodoxe. Le 19 juin, il lance à Paris un *"mouvement"*, un *"rassemblement"*, deux termes tirés de la vulgate gaulliste. Entendre : au-dessus des partis. Habileté ou conviction, l'ex-premier ministre pousse loin le mimétisme. Il entend *"dépasser les divisions habituelles entre la gauche et la droite"*, quand de Gaulle disait : *"Ce n'est pas la gauche, la France, ce n'est pas la droite..."*

Le gaullisme de parti a rendu l'âme en 2002 lorsque l'UMP, voulue par Jacques Chirac et... Dominique de Villepin, a succédé au RPR. Rejointe par des centristes et des libéraux, la nouvelle Union - un grand parti de droite - officialisait une réalité devenue indéniable : le gaullisme comme doctrine n'était plus un repère.

Aux marges de l'UMP ou en dehors d'elle subsiste ce qu'il en reste, Le Chêne par exemple, une association que préside Michèle Alliot-Marie, ci-devant présidente du RPR, aujourd'hui garde des sceaux ; gardienne, au sein de cette petite structure de *"gaullistes du renouveau"*, d'une flamme vacillante.

Comme Dominique de Villepin, Michèle Alliot-Marie croit à l'actualité du gaullisme. Pour d'autres, il est un simple ornement, une référence obligée. Et pour la plupart une nostalgie. Bien en peine de répondre à la question : "Qu'est-ce qu'être gaulliste aujourd'hui ?", ils s'en tirent avec des formules passe-partout. Alain Juppé, maire (UMP) de Bordeaux, dans *Le Monde* du 12 avril : *"Mon gaullisme à moi, c'est une pensée politique qui allie patriotisme et humanisme."* François Fillon, premier ministre, dans *Le Journal du dimanche* du 27 mars : *"Le gaullisme est une éthique, ce n'est pas un programme clé en main pour répondre à la crise que rencontre le pays aujourd'hui."* Une éthique, un patriotisme mêlé d'humanisme... Tout le monde, à ce compte, aujourd'hui est gaulliste, autrement dit personne.

Vu de droite, et parfois de gauche, le gaullisme ressemble à une boîte à outils où les élus puisent pour enrubanner leurs propos, se mettre sous la protection de, se prévaloir du lignage. Personne n'est dupe mais comme de Gaulle est le dernier de nos grands hommes, il sert à tout. *"Le gaullisme, pour moi, déclarait Nicolas Sarkozy en octobre 2008, c'est la rupture. Le Général n'a cessé toute sa vie de rompre..."*

Le mythe est malléable, le président de la République le sait, il en a usé et parfois abusé. Il l'invoque aujourd'hui pour justifier la *"rupture"* tant attendue comme Dominique de Villepin pour en appeler au *"sursaut"*.

Quand ils n'instrumentalisent pas l'homme du 18-Juin, les politiques concèdent que le gaullisme appartient au passé. Nicolas Sarkozy à Colombey-les-Deux-Eglises, là où est inhumé le héros, en octobre 2008 : *"Au fond, le gaullisme est une histoire qui a commencé avec le général de Gaulle et s'est achevée avec lui."* Dans *Laissons de Gaulle en paix !* (Fayard, 2006), l'ancien premier ministre Edouard Balladur n'avait pas dit autre chose : le gaullisme est mort avec le Général en 1970.

Quarante ans ont passé qui ont métamorphosé la France. De Gaulle ne la reconnaîtrait plus. Ni son verbe ni sa *Weltanschauung*, sa métaphysique du monde, n'auraient prise sur celui qu'il appelait son *"cher et vieux pays"*. Sacrilège : l'euro a remplacé le franc. A l'exaltation de la nation version Jeanne d'Arc a succédé un débat sur l'identité nationale version Barrès. Le secteur public, bras armé du Plan, n'a plus d'influence sur l'économie. La France a réintégré pleinement l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN). Aux deux "blocs", l'américain et le soviétique, s'est substitué un monde multipolaire façonné par la mondialisation des échanges. L'argent, partout, est roi. Là, de Gaulle ne serait pas surpris : *"Mon seul adversaire, celui de la France, n'a jamais cessé d'être l'argent."*

Ceux qui continuent à se disputer la vraie croix de Lorraine sont des nains comparés à ce géant. Peut-être se rappellent-ils ce que disait de Gaulle avant qu'il ne devienne de Gaulle, en 1932, dans *Le Fil de l'épée* (Berger-Levrault) : *"L'action, ce sont les hommes au milieu des circonstances."* Les circonstances changent. Les hommes se hissent ou non à leur hauteur. C'est cela être gaulliste aujourd'hui. On est curieux de savoir ce qu'en dira le chef de l'Etat le 18 juin à Londres, lui qui affirmait avant son élection : *"Le gaullisme ne se commémore pas, il se vit !"*

**Bertrand Le Gendre (Editorialiste)**

---

## EMPLOI

### Les ingénieurs frappés par la crise économique

LE MONDE pour Le Monde.fr | 25.06.10 |

La crise économique est bien là pour les ingénieurs, et singulièrement les plus jeunes d'entre eux, mais des lueurs d'espoir existent. Tel est, en substance, la conclusion de l'enquête 2010 du Conseil national des ingénieurs et scientifiques de France (CNISF) qui a été rendue publique vendredi 25 juin. Elle a été établie à partir de 45 000 questionnaires.

*"L'enquête menée début 2009, sept mois après le début de la crise, avait révélé les craintes d'ingénieurs sous le choc, témoigne Gérard Duwat, directeur de l'Observatoire des ingénieurs au CNISF, mais pas encore, ou peu, les effets réels de la crise. Dans celle de 2010, ses conséquences concrètes apparaissent clairement."* Au point que *"les tensions sur le marché*

sont revenues à la situation de 2003-2004, après l'éclatement de la bulle Internet", poursuit M. Duwat.

Si le taux de chômage des 665 000 ingénieurs de France a augmenté de deux points en un an (passant de 3,4 % à 5,4 %), celui des plus jeunes d'entre eux a explosé. Les ingénieurs de moins de 30 ans au chômage sont aujourd'hui 9,7 %, alors qu'ils n'étaient que 4,9 % lors de l'enquête 2009.

Par ailleurs, il est plus difficile de trouver un emploi à la fin de ses études. Dans l'enquête de 2009, 56 % des jeunes ingénieurs avaient signé un contrat de travail avant de sortir de l'école. Ils ne sont plus que 43 % en 2010. Sept sur dix avaient trouvé un emploi en moins de deux mois en 2009, ils ne sont plus que cinq sur dix.

Quant aux différentes manières de mettre le pied à l'étrier (stages, année de césure, apprentissage), elles fonctionnent toujours, relève l'Observatoire des ingénieurs, mais leur effet est "atténué".

## **L'AVENTURE DE L'ENTREPRENARIAT**

L'enquête 2010 apporte donc de mauvaises nouvelles. Mais tout n'est pas noir : des signes positifs sont perceptibles.

Selon l'enquête 2010, 18 000 ingénieurs ont certes perdu leur emploi en 2009, mais un sur cinq avait retrouvé du travail au début de l'année 2010. "C'est encourageant", assure Gérard Duwat qui ajoute que "les grands recruteurs d'ingénieurs (dans l'informatique, notamment) qui avaient fermé leurs portes en 2009 embauchent aujourd'hui à nouveau." Le recrutement a chuté d'un tiers en 2009 (passant de 72 000 personnes à 48 000) et la mobilité s'est tassée : on change moins d'employeur, de ville ou de pays. Mais la création ou le rachat d'entreprise est dynamique, surtout chez les jeunes.

Les moins de 30 ans n'étaient que 3 % à se lancer dans l'aventure de l'entrepreneuriat en 2008 (enquête 2009) ; ils sont aujourd'hui 23 % ! "Il y a sans doute là une conséquence de la difficulté à trouver un emploi, estime M. Duwat, mais c'est aussi la preuve que l'accent mis sur la nécessité d'innover et de créer porte ses fruits. En outre, les écoles d'ingénieurs y préparent de mieux en mieux." Enfin, le coup de pouce consenti en 2008 sur le salaire des jeunes n'a pas été renouvelé, mais les plus anciens en profitent.

Depuis trois ou quatre ans, leur rémunération était contenue. Ce n'est plus le cas : "Satisfaction et rétention des plus anciens ont été préférés à l'attraction des jeunes, caractéristique d'un marché dont la demande s'est tassée", lit-on dans l'étude. Le salaire moyen d'un ingénieur cadre est de 63 000 euros par an.

Les mauvaises nouvelles ne manquent pas, mais Gérard Duwat tient tout de même à relativiser : globalement, "l'accès à l'emploi reste tout à fait acceptable pour les ingénieurs".

De fait, si l'on s'en tient au taux de chômage, il demeure moitié moins élevé que les moyennes nationales.

**Benoît Floch'h**

---

## MEDECINE

# Olivier Rixe : "La France vit sur l'illusion des mêmes soins pour tous"

LE MONDE | 25.06.10 |

*Auparavant professeur de cancérologie à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière, à Paris, **Olivier Rixe**, 46 ans, est parti s'installer aux Etats-Unis. Il fait partie de ces chercheurs de haut niveau que la France n'arrive pas à garder.*

## **Jusqu'en 2007, vous étiez professeur de cancérologie à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière à Paris. Pourquoi êtes-vous aux Etats-Unis, à Cincinnati (Ohio) ?**

Après avoir travaillé au National Cancer Institute de Bethesda, à Washington, qui est le plus grand institut de recherche sur le cancer dans le monde, j'ai accepté l'offre d'une université américaine de soigner des patients, poursuivre mes recherches sur le développement de nouvelles stratégies anticancéreuses et faire de l'enseignement.

Cincinnati, où l'école de médecine a plus d'un siècle, a vu passer de grands médecins et de grands biologistes, dont Albert Sabin, qui a trouvé un des vaccins contre la poliomyélite. La nouveauté, c'est la création d'un centre du cancer, intégrant à la fois la biologie fondamentale et la clinique. Participer à la création d'un nouveau centre anticancéreux est une aventure passionnante, surtout aux Etats-Unis, où les moyens humains et financiers sont considérables. Ce campus permet de regrouper les expertises. C'est ce qui m'a séduit. Les ressources sont là, il suffit d'animer, de mettre tout le monde en marche.

En France, comme chercheur et praticien hospitalier, j'étais censé me partager entre clinique, recherche et enseignement. Mais j'ai été rapidement dévoré par la clinique, au détriment des autres activités. Parce qu'il y a à la fois une demande de soins énorme et une organisation dans les hôpitaux qui n'est pas optimale, où le médecin est en première ligne, avec des tâches administratives souvent gigantesques, qui dévorent les journées. Les moments de créativité et d'innovation sont noyés dans tout cela. Ici, sur un seul lieu, on peut tout faire.

## **Enseigner, faire de la recherche, soigner ?**

Oui, et on m'en donne les moyens. J'ai pu établir ma feuille de route et demander les ressources nécessaires. C'est un plan sur dix ans. Mais je sais que, régulièrement, je serai évalué sur des points très précis. Sur les publications, les résultats scientifiques et

académiques, sur mon volume d'activité en clinique, le nombre de patients, la notoriété donnée au centre, sur le nombre de programmes d'essais thérapeutiques ouverts, etc. Je serai évalué par mes pairs, de Cincinnati et d'ailleurs. Et cela se fait sans les règlements de comptes personnels que l'on voit dans certains hôpitaux européens. C'est dur, mais c'est un moteur intéressant, que je n'ai pas eu en France. Si je m'étais contenté de mettre mon nom sur un service, comme certains, personne n'y aurait trouvé à redire. Ici, ce n'est pas possible.

Je dirige une unité clinique, "Experimental Therapeutics Program", de mise en place des nouvelles stratégies, principalement médicamenteuses, dans le traitement du cancer. Sur le plan clinique, je vois autant de patients par semaine qu'en France, une quarantaine. Je me focalise sur l'essentiel, l'interrogatoire et l'examen clinique sont faits par une infirmière spécialisée. Je prends connaissance du dossier, et ensuite on parle, le patient et moi, des vrais choix, des stratégies. On a le temps de discuter les options et de se concentrer sur les vrais problèmes que rencontre le patient.

Les méthodes d'enseignement sont aussi très différentes. Dans notre collège de médecine, elles s'appuient sur le compagnonnage. Et l'évaluation dans les deux sens puisque je suis évalué tous les mois sur Internet de façon anonyme par mes étudiants.

Pour affronter les trois métiers, l'enseignement, la recherche, la clinique, il faut vraiment être organisé ainsi. En France, les cerveaux sont les mêmes, le niveau de connaissances, à titre individuel, est identique, tout comme la formation. Mais la masse critique et l'organisation sont radicalement différentes. Et ici, la manière dont on peut lever de l'argent pour financer les projets est sans comparaison. Ce qui permet d'aller beaucoup plus vite. Ces financements sont académiques, mais les personnes les plus riches du pays n'hésitent pas à faire des dons de 10 ou 50 millions de dollars pour la recherche.

### **Mais qui sont les malades ? Seulement ceux qui ont les moyens financiers de se faire soigner ?**

On soigne tout le monde, y compris les gens des quartiers très pauvres de Cincinnati. Les pauvres ont accès à Medicare et Medicaid. Pour les patients qui sont vraiment sans ressources, des réseaux d'entraide se créent, on trouve des aides, de la ville, de l'Etat ou d'associations caritatives. L'hôpital universitaire a la chance d'être dans le comté d'Hamilton, où 20 millions de dollars sont donnés tous les ans pour soigner les plus démunis. C'est évidemment, pour l'heure, au cas par cas.

### **Le problème n'est-il pas pour les classes moyennes, pas assez riches pour financer leurs soins, et pas assez pauvres pour bénéficier de Medicare ?**

Les deux extrêmes de l'échelle sont soignés comme il convient, mais, en effet, la classe moyenne peut vivre de vrais naufrages face à la maladie. A Bethesda, un patient d'une cinquantaine d'années, licencié de son emploi dans l'Oregon, est venu me consulter. En pleine

rupture avec sa couverture sociale, il avait été envoyé à Bethesda et était pris en charge à 100 % parce qu'il acceptait d'entrer dans un essai thérapeutique.

### **Il prenait donc des risques ?**

Non. Je crois qu'en matière de cancer tout le monde devrait bénéficier d'essais thérapeutiques, des traitements de demain dès aujourd'hui. Mais il est vrai que je n'ai sans doute pas vu les gens qui ne sont pas arrivés jusqu'à l'hôpital.

Toutefois, en France on vit sur une certaine illusion, pensant que tous les patients sont soignés de la même manière. Aujourd'hui, il vaut mieux avoir un bon réseau d'adresses, connaître les bons médecins et posséder certaines ressources financières pour accéder vite aux soins de qualité. Sinon, on atterrit sur une longue liste d'attente.

De façon globale, en France, l'étiquette "des soins pour tout le monde" existe. Mais la difficulté d'accès aux soins existe aussi. Ici, Barack Obama essaie de résoudre la question. Le débat porte sur les modalités et sur la manière d'éviter les déficits que connaissent les systèmes de santé européens. Notamment le français, qui semble à bout de souffle, puisqu'il faut en effet user d'un système parallèle pour être soigné au mieux (sélection par les relations et l'argent).

### **Vous n'êtes pas le seul chercheur à avoir quitté la France. Comment expliquez-vous cette "fuite des cerveaux" ?**

Les départs de médecins sont moins fréquents que ceux de chercheurs fondamentaux. J'avais déjà fait une partie de ma formation aux Etats-Unis, ce qui réduisait les problèmes d'équivalence de diplômes. Et puis l'Etat de l'Ohio m'a donné ma licence complète d'exercice parce que je correspondais à une compétence particulière dont l'Etat avait besoin. On est attiré ici par un certain dynamisme un peu perdu en France. Et on ne peut pas s'endormir sur son brillant début de carrière.

### **Pourriez-vous revenir en France ?**

Non. L'hôpital public est en grande difficulté. Mes collègues sont en souffrance. J'ai le sentiment que la situation s'aggrave constamment. J'ai des patients français qui continuent à m'appeler, voire à venir se faire soigner ici. J'ai beaucoup de respect pour mes collègues français, pour les infirmières, ce n'est pas cela qui m'empêche de revenir.

Ce qui me gêne, c'est l'organisation, la vie au quotidien dans les hôpitaux, la difficulté de liens entre recherche et clinique, le poids de l'administration. Ici, l'administration est partout, mais je ne la rencontre pas. Il y a des centres d'expertise de haut niveau en France, je n'ai pas de doute sur cela, mais l'énergie pour arriver à fonctionner au mieux doit être plus forte, avec des moyens moindres. J'aurais donc du mal à faire marche arrière.

**Propos recueillis par Josyane Savigneau**

## SPORT

# Equipe de France : les leçons de la dérive du sport-spectacle

LEMONDE.FR | 26.06.10 |

Le fiasco de l'équipe de France au championnat du monde de football a causé un véritable psychodrame national qui a occupé les journaux télévisés pendant des heures, au point d'occulter le reste de l'information, et de devenir une affaire d'Etat. Notre propos n'est pas de lancer une pierre de plus aux Bleus, à leurs entraîneurs ou aux dirigeants de la fédération française de football, mais plutôt de tenter de comprendre les causes du malaise, et de vérifier si le sport-spectacle peut encore véhiculer les valeurs éducatives auxquelles "Sport et Citoyenneté" est particulièrement attaché, comme bien d'autres instances.

En premier lieu, il faut souligner à quel point l'objectif d'une équipe nationale de joueurs unis par le sens du collectif et dont chaque membre aurait un comportement exemplaire est contrarié par les faits. En réalité, chaque joueur est un mercenaire qui loue ses prestations au plus offrant, le plus souvent un club professionnel situé à l'étranger, et qui n'est réuni au sein de l'équipe nationale que de façon épisodique. On ne peut reprocher aux joueurs de football d'adopter un comportement économique, puisque tout le système du sport professionnel repose sur l'achat et la vente des joueurs, et sur la surenchère commerciale sous-jacente. On ne peut non plus exiger d'eux des comportements exemplaires, tant au plan individuel que collectif, car ils évoluent dans un univers déconnecté d'argent facile et abondant, et dans un milieu sportif où il faut se singulariser, pour gagner à tout prix. Du fait de leur parcours personnel et de leur environnement social, rien ne prédispose les joueurs de haut niveau à être les parangons de vertu que l'on souhaiterait qu'ils soient, au moins durant le temps de leur prestation pour le compte de l'équipe nationale.

Cette attente démesurée en terme de comportement et de résultat renvoie à la surexposition médiatique des compétitions de football de haut niveau, à la pression qu'elle induit sur les acteurs, et à son effet grossissant. L'investissement des médias dans ces manifestations hautement lucratives finit par devenir inquiétant. Le football doit rester un jeu, un exutoire de passions collectives, sans devenir une obsession incontournable qui occulte tout le reste. Dans un tel contexte, le moindre dérapage - tel que "*coup de boule*" de Zidane ou la main de Thierry Henry - prend des allures de catastrophe nationale, tandis que le caractère prétendument exemplaire du sport est ouvertement contredit. De fait, rien n'est vraiment exemplaire dans le football professionnel, ni le niveau des rémunérations et le mode de vie des joueurs, ni les rapports humains entre les acteurs, ni la gestion des clubs, ni la gouvernance des instances du football. Ce secteur d'activité fonctionne depuis longtemps à l'instar des autres secteurs économiques, et la prétendue "*spécificité*" du sport ne sert souvent que de paravent pour tenter de masquer cette prosaïque réalité.

La consternante saga de l'équipe de France en Afrique du Sud nous a confirmé que les joueurs, en tant qu'acteurs économiques, disposent aujourd'hui de l'essentiel du pouvoir ; on est très loin de la situation d'inféodation qui prévalait encore dans les années 90, avant la révolution

induite par l'arrêt Bosman dans les relations entre clubs et joueurs. L'épisode tragi-comique a révélé aussi la faiblesse de la gouvernance des autorités traditionnelles du football, et au delà, l'anachronisme du modèle national d'organisation du sport, qui semble à bout de souffle et appelé à une profonde rénovation.

Faut-il penser qu'il est illusoire de spéculer sur la valeur éducative et l'exemplarité du sport-spectacle ? Nous somme enclins pour notre part à considérer que le fossé qui le sépare aujourd'hui du sport pour tous, tel qu'il est pratiqué dans des structures organisées ou de façon informelle, n'a jamais été aussi béant. Le sport-spectacle est à présent définitivement intégré dans la sphère économique, et soumis à tous ses aléas et contraintes. Il nous reste le sport amateur pour tenter de faire vivre les valeurs éducatives que l'on attend du sport : l'effort collectif ou individuel désintéressé, le respect de la règle et de l'adversaire, la convivialité. Ces espoirs justifient que les pouvoirs publics lui apportent le soutien moral et financier qu'il mérite.

Par Colin Miège, co-directeur du think tank [Sport et Citoyenneté](#)

---

### **Des propositions pour une meilleure gouvernance du sport**

Suite aux événements survenus au sein de l'équipe nationale française de football lors de la Coupe du Monde 2010, le think tank Sport et Citoyenneté a soumis à la ministre des sports, Mme Roselyne Bachelot, et à sa secrétaire d'Etat, Mme Rama Yade, une liste de recommandations en faveur d'une gouvernance citoyenne du sport. Les voici :

**Gouvernance des fédérations sportives** : professionnaliser les organes de direction des fédérations ; diversifier (société civile, athlètes, Etat, sponsors, médias...) ces organes de direction, dans le respect de l'autonomie du mouvement sportif ; limiter les mandats des dirigeants des fédérations ; revaloriser les équipes nationales, dans le contexte des instances internationales, en liant les sanctions disciplinaires en compétitions internationales aux compétitions de clubs ; insérer une clause d'obligation de résultats dans les contrats fédération/sélectionneur avec pour principe la démission automatique du sélectionneur en cas d'échecs répétés traduisant un management inapproprié ; accroître les obligations de communication entre l'équipe nationale (sélectionneur et joueurs) et les journalistes.

**Rémunération des joueurs** : évaluer, dans un contexte européen, les idées de fair-play financier, de limitation des salaires des joueurs et entraîneurs, de bonne gestion financière des clubs ; établir une nouvelle rémunération pour les joueurs des équipes nationales : aucune indemnité ; imposer le paiement des sanctions disciplinaires par les joueurs uniquement, quelque soit le niveau des compétitions.

**Formation des joueurs** : imposer une double formation scolaire et sportive de base aux joueurs ; mettre en place des systèmes de réinsertion ; créer des modules de formations spécifiques à l'équipe de France basés sur le rôle des sportifs dans la transmission des valeurs de la nation et comme modèles pour la société.

**Transmission de valeurs** : établir une communication globale basée sur le respect de valeurs entre tous les sports ; réévaluer la solidarité financière vers le sport amateur, seul garant du rôle éducatif et social du sport ; réécrire une charte éthique (signée par les joueurs) sous l'égide de l'Etat et du mouvement sportif soutenant les notions de citoyenneté, de civisme, de fraternité et de fierté nationale ; impliquer les sponsors, les politiques et les médias dans la communication de ces valeurs.

---

## HISTOIRE

Point de vue

### Massacre de Sétif et récit national

LE MONDE | 26.06.10 |

*Hors-la-loi*, le film de Rachid Bouchareb, dont on ne peut évaluer les qualités cinématographiques et historiques avant de l'avoir visionné, représentera, du moins faut-il l'espérer, un tournant majeur dans l'élaboration de notre récit national. Le 8 mai 1945, les Français célèbrent à l'unisson la capitulation de l'Allemagne nazie, et, par là, en un mouvement d'occultation des luttes fratricides d'hier, la refondation de la nation et de l'Etat souverain. Or, en ce 8 mai 1945, la France, réconciliée autour du mythe gaullo-communiste de son héroïque et collective résistance à l'occupant nazi, se livre, en Algérie, à une sanglante répression contre les populations musulmanes de Sétif et de Guelma.

Certes, les massacres du 8-Mai répondent à l'assassinat de 103 Européens suite à la dispersion dans le sang d'une manifestation pacifique nationaliste dans les rues de Sétif. Les noms des victimes européennes figurent en légende des photos que la presse coloniale d'Algérie publie les jours suivants, cependant que les dizaines de milliers de "musulmans" exécutés en représailles par l'armée française sont enterrés par les leurs dans l'indifférence de la société coloniale, signe que les uns jouissent du respect qu'ils méritent ainsi que leurs familles endeuillées, tandis que, pour les autres, infrahumains réduits au rang de sujets de seconde zone, l'humiliation s'ajoute à la colère et au désespoir.

Il en résulte que ce massacre, dont il revient aux historiens d'établir un bilan (les spécialistes français et américains non suspects de parti pris l'estiment à plusieurs dizaines de milliers), radicalisera les militants du mouvement national algérien dans leur revendication d'indépendance. La classe politique française de l'époque n'en tire guère de leçon décisive, et seul le général Duval, qui commande alors les troupes de l'armée responsable du massacre du 8-Mai, prophétise : *"Je vous ai donné dix ans."* L'histoire lui donnera raison, puisque, le 1<sup>er</sup>

novembre 1954, les nationalistes algériens déclenchent l'insurrection qui les mènera à l'indépendance.

Or, de cet aspect du 8 mai 1945, enjeu de mémoire tout aussi légitime que celui qui voit tous les ans le président de la République décorer d'anciens combattants sous l'Arc de triomphe, il n'est jamais question dans l'espace public, signe d'un déni consensuel des crimes imputables à la colonisation. Aussi bien, le film de Rachid Bouchareb, oeuvre cinématographique d'un artiste en un sens produit de l'histoire coloniale, a-t-il, jusqu'à présent, suscité polémiques et débats monopolisés par les nostalgiques de l'Algérie française relayés par des élus soucieux de ces clientèles électorales, privant, pour l'heure, notre société d'une mise à plat de notre passé indispensable à la préservation de la paix sociale et au bon fonctionnement de la vie démocratique.

Ce n'est pas la première fois que nous tardons à entreprendre un travail de mémoire, fût-ce à contre-courant d'une histoire officielle magnifiant à loisir le génie français et volontiers donneuse de leçons à l'adresse du reste du monde.

Il en est ainsi allé de l'histoire du régime de Vichy, dont la responsabilité dans la déportation des juifs de France a tardé à être reconnue et prise en compte dans le continuum du récit national.

De fait, le mythe "résistancialiste" a, au lendemain de la Libération, permis d'éviter une guerre civile et de confiner le Parti communiste français à une fonction tribunicienne d'expression des mécontentements dans un cadre légal, et n'a été battu en brèche que tardivement. Ce travail de mémoire, jalonné de débats passionnels, d'anathèmes et de règlements de comptes, ne fut guère un chemin de roses. *Le Chagrin et la Pitié*, réalisé par Marcel Ophuls en 1971, fut censuré à la télévision durant dix ans. Et c'est à un historien américain, Robert Paxton, avec son ouvrage paru en 1973, *La France de Vichy*, que l'on doit la première brèche dans le mythe, déconstruit à partir de la fin des années 1980 par de jeunes chercheurs tels qu'Henri Rousso.

Autre étape décisive de cette reconnexion mémorielle, le procès Barbie, en 1991, a fait oeuvre d'exorcisme collectif. Nos grands-parents, résistants, collabos ou passifs durant l'Occupation, ont découvert ou fait mine de découvrir avec effroi le sort réservé aux juifs de France avec la complicité active des autorités françaises. Des victimes de la barbarie nazie, qui s'étaient tues durant des décennies, soit parce qu'elles avaient compris que la société française n'était pas disposée à les entendre, soit que leur martyre fût indicible pour elles, commencent à témoigner et à s'emparer, par leurs récits, d'une histoire dont elles avaient été dépossédées, au point de rendre problématique toute transmission aux générations ultérieures.

Le passage, pour les communautés juives de France, de la mémoire privée à l'histoire commune à l'ensemble de la nation française, est aussi redevable à l'oeuvre de Serge Klarsfeld, qui, par la recension exhaustive, patiente et minutieuse des noms, origines, professions, âges et destinées des déportés juifs de France, a contribué à rendre à ces victimes une humanité permettant à leur descendance de s'inscrire dans un continuum.

A cet égard, il convient de saluer l'ultime étape de ce processus d'intégration historique : la reconnaissance officielle et solennelle des crimes de Vichy par Jacques Chirac en 1995. Désormais, il va de soi de commémorer la rafle du Vel' d'hiv' de juillet 1942 et de consacrer une journée commémorative à la déportation, tandis qu'un monument situé à Paris porte inscription des noms de la totalité des 75 000 déportés juifs de France.

Les enjeux de la sortie du film de Rachid Bouchareb sont du même ordre dans la mesure où, pour la première fois dans l'histoire cinématographique française, une fiction évoquant la guerre d'Algérie est traitée du point de vue des militants nationalistes, et non plus, comme ce fut le cas jusqu'à présent, du point de vue des militaires français. On voudrait voir, dans la diffusion de ce film, l'amorce d'un débat, dans l'espace public, sur le bilan et les conséquences de cent trente ans d'occupation coloniale.

Ce n'est qu'au prix d'un tel débat que les Français d'origine algérienne pourront à leur tour s'approprier notre histoire nationale - y compris sur son versant colonial - dont ils demeurent peu instruits, sinon par bribes incomplètes et pourvoyeuses de rancoeurs, et, par là, pourront être à même d'avoir le sentiment de n'être plus objets mais sujets de leur histoire.

Il en va de la consolidation et de la pérennité du processus d'intégration et d'adhésion des nouveaux Français issus de l'Empire à la République et de leur sentiment d'appartenance à une nation. Une appartenance que d'aucuns s'empressent de leur contester au motif qu'il arrive à ces populations, notamment juvéniles, à l'occasion de matches de football, d'agiter des drapeaux algériens, ce qui serait un signe de manque de loyauté à l'égard de la France. Or, il est admis, quoi que ces esprits chagrins en veuillent, que lors des matches disputés par l'équipe française ces mêmes jeunes s'enthousiasment pour notre équipe nationale, dont ils célèbrent les exploits.

Leurs parents, ouvriers immigrés, n'ont sans doute pas disposé des ressources en capital culturel pour assurer la transmission de leur histoire, pourtant liée à celle du mouvement national algérien, né dans les années 1930 parmi la main-d'oeuvre algérienne immigrée, et représenté par la Fédération de France du Front de libération nationale (FLN) durant la guerre d'indépendance.

Aussi bien, dépourvus de filiations historiques permettant la construction d'une conscience individuelle et politique propre à les transformer en sujets de leur histoire, les jeunes Français issus de l'immigration algérienne en sont-ils souvent réduits, en raison des stigmatisations dont ils font l'objet, à afficher, de façon souvent maladroite et ressentie comme agressive, une identité singulière dans l'espace public français - pratiques islamiques ostentatoires, radicales, et en rupture avec les pratiques traditionnelles de leurs parents ; tentation d'un repli communautaire où l'identité nationale, dont ils ne se perçoivent pas partie prenante, fait place à une identité de quartiers discriminés.

Faute de donner une place à ces nouveaux Français dans notre récit national, la situation ne peut que perdurer et alimenter violences urbaines et tensions communautaires. Car, si ces

violences et ces tensions peuvent céder le pas à l'expression pacifique des revendications et mécontentements au moyen de la médiation d'institutions légales telles que les partis, les syndicats ou les associations citoyennes porteuses de valeurs partagées, encore faut-il que se fasse jour une capacité à décrypter le monde social à partir d'une conscience politique forgée par des filiations admises. Et seule une culture historique nationale non amputée peut le permettre.

C'est dire l'enjeu de la recherche historique concernant l'histoire de l'Algérie française et exploitant l'ensemble des archives sans aucun ostracisme. Mais ne nous y trompons pas. Il faut aussi que, face à Lionnel Luca (député UMP des Alpes-Maritimes), héraut d'une partie de la communauté pied-noire arc-boutée à une mémoire parcellaire, et face au Service historique des armées, où résonnent encore les légendes de la Coloniale, se dressent des créateurs affranchis des tabous. C'est ainsi que se forge la mémoire collective, ciment du vouloir-vivre ensemble.

C'est alors que la classe politique française pourra prendre ses responsabilités à l'égard de ces nouveaux Français pour le bien commun de la nation. Cela devrait passer, sous une forme ou une autre, sinon par un acte de contrition, du moins, à l'instar de la démarche de Jacques Chirac concernant les crimes du régime de Vichy, par la reconnaissance officielle des exactions commises par la France dans son ex-Empire, et, par voie de conséquence, par l'inscription de leur récit dans les manuels scolaires. Ce n'est qu'à ce prix, à l'abri des gesticulations d'arrière-garde, que nous parviendrons à dépasser les faux débats, y compris celui sur la prétendue incompatibilité entre islam, démocratie et République.

Ce débat qui ne sert qu'à tenir une partie de l'électorat captif de prurits sécuritaires et à éluder la question centrale de l'intégration politique de nos concitoyens ex-colonisés. Ceux-ci ont au reste plus d'une fois témoigné de leur amour pour la France en versant l'impôt du sang. Il n'y a pas de raison que leurs enfants, formés par l'école républicaine, n'aient pas hérité d'une partie de cet amour, pour la France, pour la Révolution française - qui a inspiré les dirigeants indépendantistes algériens -, pour les droits de l'homme, qui incluent celui de l'accès au savoir, notamment historique.

Si un tel droit ne leur était pas reconnu, ainsi d'ailleurs qu'à tous les nationaux, nos nouveaux compatriotes ne deviendraient jamais des citoyens à part entière, et ils resteraient des citoyens entièrement à part.

---

Chercheur au CNRS et à l'Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS)

Née en 1966, docteur en sciences politiques, spécialiste de l'Algérie contemporaine, elle réalise aussi des documentaires et s'est fait connaître par un ouvrage important, "Les Islamistes

algériens" (Seuil, 1995). Elle a coréalisé avec Malik Aït-Aoudias le long-métrage "Algérie 1988-2000 : autopsie d'une tragédie", diffusé en 2003.

**Séverine Labat**